

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude modernisation dispositif

Direction des interventions/Service gestion du potentiel et amélioration des structures vitivinicoles/Unité restructuration, gestion des excédents et des sous-produits de la vinification – délégation de Libourne

N° appel à candidature : 24784	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement 4 si corps des attachés
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : Libourne (33500)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La Direction des Interventions, composée de 6 services, est essentiellement chargée de la préparation, de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses et des recettes pour les aides nationales et communautaires. Elle organise également les contrôles sur place de ces mesures et gère certaines interventions ne donnant pas lieu à des paiements.

Le service de « gestion du potentiel viticole et d'amélioration des structures vitivinicoles » a en charge plusieurs des mesures d'aides relevant de l'OCM Vitivinicole : aide à la restructuration du vignoble, aide à la distillation des sous-produits, aide aux investissements, ainsi qu'à partir du 01/01/2016, la délivrance des autorisations de plantation de vignes. L'unité « restructuration, gestion des excédents et sous-produits de la vinification » a précisément pour missions la supervision et l'ordonnancement des dossiers d'aide à la restructuration du vignoble, la gestion de l'intégralité de la mesure d'aide à la distillation des sous-produits de la vinification

Objectifs du poste

Concourir à la maîtrise d'ouvrage informatique avec le chef de projet en charge de cette mission de manière à proposer des voies de modernisation dans le cadre de la réécriture de l'outil de gestion des aides aux distillations qui devra intégrer une téléprocédure.

Expertiser l'outil existant AIDES2000, fournir un appui au chef de projet en charge de la maîtrise d'ouvrage, afin :

- d'apporter à l'équipe du SI en charge des développements une expertise commune du dispositif, de ses contingences réglementaires et des contraintes de l'unité

- de rendre compte à la cheffe d'unité des développements et de préparer les arbitrages,
- d'accompagner les opérateurs et les instructeurs à l'utilisation du nouvel outil, préparer et animer leurs formations, et contribuer au recueil des besoins en continu
- de rédiger les guides pour le nouvel outil à l'usage des opérateurs et des gestionnaires

Concourir aux activités transverses de coordonnateur de chef de projet maîtrise d'ouvrage pour les déclarations communautaires.

Missions et activités principales :

En collaboration avec l'agent en charge de la maîtrise d'ouvrage :

- Contribuer à une planification des travaux conforme aux objectifs de l'établissement
- Suivre les avancées et alerter en cas de difficultés
- Contribuer à la définition des besoins métiers et les traduire à l'équipe en charge du développement
- Contribuer à l'animation des groupes de travail et d'usagers visant à moderniser la mesure
- Former les agents à la télé procédure et accompagner le changement
- Assurer l'information aux usagers
- Appuyer les opérateurs dans la modernisation du dispositif : évolutions réglementaires, maîtrise des outils,
- Analyser et partager les informations disponibles dans le télé service
- Accompagner les agents de l'unité dans leur activité d'instruction et de supervision des dossiers

Au titre des activités transverses, contribuer pour les aides aux distillations et à la restructuration du vignoble :

- à l'élaboration des données individuelles de paiements et des indicateurs selon les spécificités propres à la gestion de chaque mesure sur le site
- à la mise à jour et à la communication des prévisions des dépenses
- à l'analyse des révisions périodiques de la nomenclature budgétaire et au paramétrage dans les outils de gestion en lien avec l'unité VISA _ RV de l'agence comptable
- à la gestion des habilitations des utilisateurs pour l'accès aux outils de gestion, infocentres y afférents, API utiles (prodou@ne ...), ou à leur accompagnement pour leur accès à ces outils

Relations fonctionnelles du poste :

Au sein de FranceAgriMer, service informatique, unité VISA RV de l'agence comptable
 Entreprises du secteur viticole demandant les aides, et leurs fédérations

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Connaissances sur la politique agricole commune, la réglementation relative aux aides européennes et les obligations d'organisme payeur
 Connaissance du dispositif distillation des sous-produits de la vinification

Savoir-faire / Maîtrise

Capacité d'organisation et planification des tâches
 Capacité rédactionnelle
 Capacité d'analyse et de synthèse
 Maîtrise des outils bureautiques
 Capacité à gérer les échéances

*** Savoir être ***

- autonomie et goût du travail en équipe
- capacité d'adaptation aux contraintes du service
- respect de la confidentialité
- capacité d'écoute et de partage des connaissances
- maîtrise de la communication et professionnalisme dans les réponses

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé en cas de candidature de contractuel

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à privilèges³ :	Oui	Non x
Personnes à contacter Marie TOUVAIS chef du service GPASV 01 73 30 20 72 Marie.touvais@franceagrimer.fr Marie-Ange DULUC chef d'unité restructuration – gestion des excédents et sous-produits de la vinification – délégation nationale Libourne 01.73.30.36.20 marie-ange.duluc@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35		
Conditions de travail <i>La délégation de FranceAgriMer à Libourne est située dans une zone d'activité en périphérie du centre, à 3,5 km de la gare, et à 2,5 km de l'accès à l'autoroute A89..</i> <i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.</i> <i>Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i> <i>La délégation de Libourne permet un accès à un service local de restauration proposant des tarifs préférentiels aux agents. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.</i>		
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21/06/2024 Le dossier de candidature doit comporter : <ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.		

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.